

# Citoyens Militants

[www.mrc-france.org](http://www.mrc-france.org)

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - Novembre 2012 - No :20



## 15 et 16 décembre 2012 Le MRC en congrès

*Jean-Luc Laurent, Président du MRC*

**SPÉCIAL  
CONGRÈS**

Avec ce numéro spécial de notre journal, voici le projet de motion d'orientation qui sera au centre de nos débats en cette fin d'année dans tous nos comités et dans toutes nos fédérations départementales. J'appelle tous les adhérents du MRC à se saisir de ce débat en participant aux réunions dans chaque département. Chacun, s'il le désire pourra aussi participer à notre congrès national qui aura lieu les samedi 15 et dimanche 16 décembre 2012 à Paris. J'espère vous y retrouver nombreux avec tous nos délégués des différentes fédérations départementales. Car ce débat concerne en réalité l'avenir de la France.

Ce projet de motion d'orientation a été adopté par le conseil national à l'unanimité moins trois membres qui se sont abstenus. Je me félicite du rassemblement qui s'est opéré. J'y vois d'abord le résultat d'un travail collectif qui a eu lieu avant le conseil national avec plusieurs réunions de la direction nationale puis deux réunions du secrétariat national élargi. C'est ensuite le produit d'un large échange à partir de la situation politique et d'une réflexion prospective partagée. Enfin la motion d'orientation est fidèle à ce qui constitue notre identité et claire dans les choix politiques présentés afin de nous donner les analyses et les moyens d'exercer une influence dans le débat politique.

A présent, il vous appartient de lire, discuter, et si vous le voulez, amender ce projet. Le débat collectif auquel je vous appelle à participer, devra enrichir ce projet de motion d'orientation et au final - je le souhaite - adopter ce texte qui constituera notre feuille de route pour les années à venir jusqu'aux élections prévues en 2014-2015.

D'autres textes sont à votre disposition pour nourrir le débat et la réflexion. Il s'agit des contributions transmises dans la phase de préparation du projet de motion et déposées lors du conseil national dont les auteurs ne les soumettent pas au vote des militants mais souhaitent les porter à leur connaissance. Ces contributions sont en ligne sur notre site internet.

La gauche est au pouvoir et a une responsabilité historique après dix années de régression et d'errance pour redresser la France et réorienter l'Europe. Le MRC a choisi d'être dans la majorité, au côté du Parti Socialiste : allié mais pas rallié.

Depuis l'élection de François Hollande, nous avons su faire preuve de notre indépendance en ne votant ni le traité européen d'austérité ni la loi organique qui en était la déclinaison. Nous ferons preuve de solidité en votant le budget de la Nation.

Chaque jour le prouve, la question des repères de la gauche est centrale. Derrière l'écume des loupés montés en épingle par la droite ou des maladroites objectives, c'est bien la question de la colonne vertébrale de la gauche de gouvernement qui est posée.

Le président de la République, que nous soutenons les yeux ouverts, a eu des paroles fortes pendant la campagne. Face aux responsabilités qui sont les siennes désormais et face aux défis à relever, la gauche doit affronter des chantiers multiples et notre parti doit jouer un rôle important en prenant appui sur la pertinence de nos analyses et de nos propositions, pour définir le projet d'une gauche réconciliée avec la République et ses exigences. Tel est le chemin proposé au MRC, si vous le décidez : être une boussole républicaine pour la gauche et pour la France.

### SOMMAIRE

**Pages 2 - 12**  
15 & 16 décembre  
2012 - Congrès  
de Paris du MRC :  
projet de motion  
d'orientation pré-  
senté par le Conseil  
national

**Pages 13 - 15**  
Congrès :  
Informations pra-  
tiques

**Page 15**  
Bulletin d'adhésion  
au MRC

**Page 16**  
9 & 16 décembre  
2012, législative  
partielle :  
Julien Landfried re-  
part en campagne !

# Le MRC,

## UNE BOUSSOLE RÉPUBLICAINE

### POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE

#### *PROJET DE MOTION D'ORIENTATION PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL NATIONAL*

La France, avec son modèle républicain né de la Révolution de 1789, traverse une crise nationale de longue durée, amplifiée par le déferlement de la crise financière qui a commencé voici cinq ans aux États-Unis. La République et son corollaire, la souveraineté du peuple, font face à une rude adversité. Depuis la fin des années 70, la finance mondialisée a peu à peu ruiné les bases du contrat social. En Europe, la dérèglementation mise en œuvre à partir de l'Acte unique en 1985 et particulièrement la libéralisation des mouvements de capitaux depuis 1990, la création de la monnaie unique en 1992, un libre-échange érigé en dogme par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) institué en 1994, ont précarisé le travail et favorisé les délocalisations et l'érosion industrielles. Un chômage de masse (10 % de la population active), frappant particulièrement la jeunesse, s'est installé durablement. Les vieilles nations, et avec elles, la démocratie, ont été mises en congé au profit d'une Europe technocratique, à la fois libérale par son esprit et tracassière par ses méthodes. Le lien qui unissait hier les citoyens et l'État républicain s'est peu à peu défait, au point de mettre en péril le système de représentation politique des démocraties européennes. Les mouvements populaires qui battent le pavé à Athènes ou à Madrid en sont les signes les plus manifestes, mais le délitement de l'esprit public est le plus préoccupant. A mesure que des décisions visant à satisfaire aux exigences du capitalisme financier, au détriment du pouvoir d'achat des salariés, de la protection sociale et des services publics, sont prises par les dirigeants européens, le fossé se creuse avec les citoyens dont ils ont reçu mandat.

En France, la séquence électorale du printemps dernier offre elle aussi des enseignements qu'il convient de ne pas minimiser. Après cinq années d'outrances au plus haut niveau de l'État, et malgré le désir évident de changement, la moitié des citoyens ont apporté leurs suffrages aux extrêmes ou se sont abstenus. Si elle permet d'offrir des perspectives nouvelles, la belle victoire de François Hollande, à laquelle le MRC a apporté les yeux ouverts son soutien et sa contribution, a été célébrée dans la sobriété et la « normalité » à laquelle le candidat avait lui-même appelé. Le temps est à la retenue, dans un contexte de crise majeure et d'incertitudes tenaces. François Hollande a été élu président de la République et a obtenu une majorité parlementaire aux législatives. Pour autant l'enjeu politique est identifié : le 6 mai une majorité s'est constituée sans que la gauche ne soit majoritaire dans les urnes. Pourtant, la victoire place la gauche devant d'immenses responsabilités pour réussir à redresser la France et réorienter la construction européenne. Dans un mandat de cinq ans, les décisions essentielles doivent intervenir maintenant. Le pays attend des choix courageux. Plus que jamais l'État est garant du long terme.

Dans le système international, la zone euro est devenue le maillon faible. Non seulement les décisions prises jusqu'ici par les dirigeants européens ne sont pas à la hauteur, mais elles aggravent souvent le mal qu'elles prétendent combattre. L'ensemble de la zone euro, en dehors de l'Allemagne, est entré en récession. La situa-



tion au sud devient particulièrement critique : la moitié de la jeunesse grecque et espagnole est au chômage, les politiques d'austérité – qui enracinent leur justification dans la prétendue « crise de la dette » – aggravent la récession. La crise financière, devenue économique et sociale, menace de se muer en une crise politique mettant en cause la démocratie elle-même, si les décisions nécessaires ne sont pas prises pour sortir l'Europe de l'impasse dans laquelle elle s'est égarée notamment depuis la création d'une monnaie unique, dont les règles transposées du mark allemand, ne peuvent convenir à dix-sept économies fortement hétérogènes.

Mais l'Europe n'est pas seulement fragilisée par ses propres faiblesses, notamment monétaires. D'une part, le centre de gravité de l'économie mondiale s'est peu à peu déplacé vers l'Océan Pacifique avec l'installation d'une bipolarité États-Unis - Chine qui fonctionne sur une entente tacite. La Chine finance une grande part de l'endettement américain, grâce auquel elle écoule une part croissante de sa production. D'autre part, l'évolution du monde arabo-musulman, aux portes du continent européen, est facteur de déstabilisation. Avec l'incertitude des « révolutions arabes » et la montée objective de l'intégrisme - notamment à travers l'affrontement d'un intégrisme sunnite et d'un intégrisme chiite au Moyen-Orient, une ère de troubles s'annonce à l'horizon.

## NOTRE PROJET POLITIQUE VIENT DE LOIN

Le Mouvement Républicain et Citoyen est un mouvement politique enraciné à gauche mais indépendant. Il est le vecteur d'un projet politique : celui de la construction et de l'affirmation d'une force républicaine, pour relever la France avec la gauche dans la justice sociale, par l'affirmation de l'indépendance nationale et de la souveraineté populaire sans laquelle il n'y a pas de démocratie.

Il se situe dans la lignée d'une expérience constamment mise à jour dans des contextes politiques différents. Le CERES est né dans le contexte des années de soixante, à la fin des « trente glorieuses ». Il a tenté, à l'intérieur du PS, de réunir les conditions d'une transformation sociale de grande ampleur, par l'union de toutes les forces de la gauche à travers un programme commun de gouvernement, dans un contexte qui était celui de la fin de la guerre froide. C'était la tâche des années 70, par ailleurs marquées par la fin du système de Bretton-Woods et par la crise économique née d'un double choc pétrolier, qui s'est révélée être une véritable mutation d'un capitalisme managérial en un capitalisme financier mondialisé. Advint le règne d'un capitalisme dit « patrimonial » : tout le pouvoir aux actionnaires !

Quand la gauche est arrivée au pouvoir en 1981, la transformation dont elle était porteuse a été entamée dans un contexte hostile, celui de la montée du néolibéralisme, et sans véritable volonté politique. Elle a été très vite interrompue par une « pause dans les réformes », puis par une politique de rigueur avec l'ouverture de la « parenthèse libérale » jamais refermée<sup>1</sup>. Les défis du capitalisme financier et les renoncements de la gauche au gouvernement dès 1982-1983 conduisent à la création en 1986 de « Socialisme et République », courant du Parti socialiste, qui se fixe toujours l'objectif de changer la gauche pour relever la France, mais en prenant appui sur le paradigme républicain.

<sup>1</sup> François Mitterrand avait lui-même formulé les termes du dilemme cornélien auquel la gauche était alors confrontée : « Je suis partagé entre deux ambitions : celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale. Le Système Monétaire Européen est nécessaire pour réussir la première, mais limite ma liberté pour la seconde ». L'histoire a tranché et la gauche a jusqu'ici privilégié l'aventure européenne comme substitution au projet de transformation sociale. C'est en reprenant la voix des peuples, qui est aussi celle des nations, que l'ambition de justice sociale pourra devenir réalité.

Mais la participation de la France à la guerre du Golfe et la négociation du traité de Maastricht en 1991-1992 montrent les limites de l'action interne face à la dérive sociale-libérale et atlantiste : après les désaccords à partir de 1983 sur la politique économique dite « parenthèse de la rigueur », viennent la démission de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, lors de l'engagement de la France dans la guerre du golfe en 1991, et le « non » à la ratification du traité de Maastricht en 1992. C'est la création du MDC (Mouvement des Citoyens) en 1992-1993. L'expérience de la « gauche plurielle » née avec la surprise de la victoire de 1997 suite à la dissolution ratée, montre les apports et les limites d'une participation gouvernementale fondée sur l'équilibre implicite entre des forces politiques centrifuges et sans projet commun. L'appui d'une partie importante de la gauche aux thèses « communautaristes », sur l'immigration comme sur l'affaire du statut de la Corse et la dérive libérale et européiste, conduisent les républicains à reprendre leur liberté pour faire entendre leur voix et rééquilibrer la gauche.

La campagne électorale de 2002 est l'occasion, autour de Jean-Pierre Chevènement, de tenter à travers sa candidature une expérience politique visant au rassemblement des républicains « des deux rives » et au rééquilibrage de la gauche sur une base républicaine. La stratégie du « Pôle républicain » est une réponse difficile à une bonne question, celle de la pertinence des clivages politiques actuels par rapport à une Europe néolibérale. Les partis de gouvernement étant d'accord sur l'essentiel, qui est l'acceptation de la construction européenne dans sa forme libérale actuelle, c'était renoncer sans le dire à la souveraineté populaire et à la démocratie : puisque « c'est l'Europe », nous n'aurions pas le choix. Mais l'effondrement du candidat de la gauche, qui est due au détachement du vote populaire vis-à-vis de la gauche de gouvernement et la présence du Front national au second tour se traduit non pas par une remise en cause de clivages périmés et par une rénovation de la gauche, mais par une glaciation européiste. Pour avoir brisé de nombreux tabous et secoué l'équilibre politique traditionnel, le courant républicain que nous incarnons à gauche a payé le prix fort. Né au lendemain de 2002, le Mouvement Républicain et Citoyen a subi les repréailles d'une gauche sociale libérale vaincue par elle-même et qui cherchait ailleurs les causes de sa déroute. Cette stratégie de diversion sur un bouc émissaire ayant pour but essentiel de préserver la ligne social-libérale et européiste. Seule notre ténacité a permis de franchir les nombreux obstacles qui entravaient notre chemin. Le vote « non » au référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne, dans lequel le MRC a pris toute sa part, a montré une résistance populaire qu'un déni de démocratie (la ratification du Traité de Lisbonne par la voie parlementaire) a privé de débouché politique.

Après le retrait de la pré-candidature de Jean-Pierre Chevènement, le MRC passe en 2007 un accord politique avec le PS dont la contrepartie est le soutien à la candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle. La candidate prend des distances vis-à-vis de certaines positions classiques du PS, même si l'évolution en matière européenne et sur le statut de la BCE contenue dans notre accord est remise en cause au congrès du PSE de Porto en janvier 2007.

L'accord entre le MRC et le PS de 2012, qui se traduit par un soutien « les yeux ouverts » à la candidature de François Hollande, est le prolongement de la « candidature pédagogique » de Jean-Pierre Chevènement annoncée le 5 novembre. Il s'agit d'une stratégie d'influence lucide : le MRC se situe dans une perspective responsable, et jamais dans une opposition « protestataire ». L'accord passé avec le PS identifie des convergences, mais aussi des points de désaccord assumés, notamment sur l'analyse et sur l'issue probable de la crise de l'euro et le refus de la fuite en avant post-nationale. Le MRC rappelle aussi l'importance de l'industrie

– y compris nucléaire – pour la sauvegarde de nos emplois, qui passe notamment par l'indépendance énergétique. L'accord pose enfin le refus de tout ce qui est de nature à remettre en cause l'unité de la République.

Cet accord politique qui engage le PS et le MRC, constitue un curseur pour le MRC qui a pris la mesure de ses responsabilités en décidant de prendre toute sa part dans la majorité présidentielle, en conservant son autonomie politique : nos trois députés élus en juin 2012 jouissent de la liberté d'expression et de vote au sein du groupe Socialiste, Républicain et Citoyen auquel ils sont rattachés. Le MRC est une composante non alignée de la majorité présidentielle. Nous sommes alliés, pas « ralliés ». Si nous avons dit « non » au TSCG, nous voterons le budget qui comporte une réforme fiscale inspirée par le souci de faire partager plus justement l'effort nécessaire et deux priorités que nous approuvons : l'éducation et la sécurité.

## NOTRE LOGICIEL POLITIQUE RÉPUBLICAIN GARDE TOUTE SA PERTINENCE DANS LA SITUATION ACTUELLE

Le logiciel politique du Mouvement Républicain et Citoyen repose sur quelques fondamentaux, qu'il est nécessaire de rappeler. Ce logiciel, ces fondamentaux, doivent être les outils de notre influence, qui n'est pas séparable de l'affirmation claire et publique de nos positions.

### 1. L'EUROPE NE PEUT SE CONSTRUIRE QU'EN S'APPUYANT SUR DES PEUPLES SOUVERAINS

Cette question est plus actuelle que jamais. En tant qu'entités historiquement constituées, les Nations sont le cadre essentiel de la démocratie et de la solidarité. Bien entendu, nous défendons la conception républicaine de la Nation, communauté de citoyens, et nous condamnons la conception ethnique. Nous ne confondons pas la Nation et le nationalisme qui en est une maladie. Nous sommes des patriotes car le patriotisme est l'amour des siens tandis que le nationalisme est la haine des autres. On ne peut rien faire dans l'ordre international si on ne s'appuie pas sur les Nations, briques de base de toute organisation supranationale. En particulier, l'effort de défense ne doit pas dans la durée être inférieur à 2 % du PIB.

On ne gagne rien à occulter le rôle et la spécificité de chaque Nation, comme l'a fait le système de la monnaie unique. Celle-ci se révèle être une impasse. La situation grecque montre combien la création de l'euro, monnaie unique rassemblant des pays radicalement hétérogènes sur le plan économique et social, est une erreur profonde. Dans la tempête, l'orientation monétariste héritée de Maastricht (et sa seule obsession de lutte contre l'inflation) a été le principal facteur de divergence des Nations européennes dont les économies demeurent structurellement différentes. Les intérêts propres de l'Allemagne ne sont pas les mêmes que ceux de la France et encore moins de la Grèce. Il faut nous rendre à l'évidence : il est peu probable que l'Allemagne accepte que la BCE vienne en appui du MES (mécanisme européen de stabilité), et accepte une politique de création monétaire (quantitative easing) à l'image de la Réserve fédérale américaine, bref devienne une banque centrale comme les autres. Dans ces conditions, il nous appartient de rendre crédible la mutation de la monnaie unique en une monnaie commune qui permette de rétablir une compétitivité adéquate pour chaque économie. Pour les membres de la zone euro, le maintien contre vents et marées de cette monnaie unique n'est pas viable en l'état car la crise de l'euro n'est pas une crise de la dette mais d'abord



une crise de la compétitivité divergente entre les différentes économies. Trois mécanismes méritent d'être envisagés :

- a) la coexistence d'une monnaie commune (dédiée aux transactions internationales) avec des monnaies nationales qui retrouveraient ainsi une capacité d'ajustement dans le cadre d'une parité négociée comme ce fut le cas dans le cadre du Système Monétaire Européen,
- b) la coexistence de monnaies nationales qui conserveraient leur dénomination commune d'euro (ces euros nationaux seraient à la fois utilisés pour les transactions internationales et intérieures) et qui flotteraient les unes par rapport aux autres,
- c) ou la création de deux zones euros (une zone euro hanséatique autour de l'Allemagne et une zone euro méditerranéenne autour de la France et de l'Italie). Une politique monétaire tournée vers la croissance dans l'UE et dans chacun des États membres est l'une des clés d'une politique de progrès. Au-delà, il nous faut redresser et réorienter la politique européenne : le libre échange intégral doit céder la place à une protection raisonnée des industries européennes. Les coopérations renforcées doivent progressivement remplacer le processus bureaucratique de l'unification juridique.

## 2. LE PEUPLE FRANÇAIS PEUT SE RASSEMBLER AUTOUR DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La République française est fondée sur la citoyenneté. Celle-ci est le corollaire de la souveraineté nationale. Chaque citoyen est une parcelle du souverain. La République ne va donc pas sans civisme, valeur aujourd'hui décriée, voire ignorée. République de citoyens, la République française se veut aussi une République sociale. Or, qu'en restera-t-il dans l'océan de la mondialisation libérale ? Ancienne base sociale de la gauche, les couches populaires l'ont largement rejetée ou abandonnée. La tentation est grande de chercher dans des réformes sociétales une diversion aux difficultés sociales. Mais il est essentiel de ne pas déstabiliser encore plus des couches populaires inquiètes pour leur avenir et de leur fournir les sûrs repères de la République et de la citoyenneté. Celles-ci sont en recherche de sécurité devant l'incertitude de l'avenir. Elles sont de plus en plus installées dans les zones péri-urbaines et rurales sans l'avoir forcément choisi : c'est la France des personnes modestes, des oubliés, des invisibles. Il ne suffit pas de constater que la classe ouvrière vote en partie à l'extrême-droite, encore faut-il mener une politique qui supprime le terreau sur lequel prospèrent les thèses du Front National et tenir un discours qui réponde au besoin de sécurité de ces couches populaires sans céder à la logique tendant à faire de l'immigré le bouc-émissaire de la crise. Cette vision qui ethnicise les problèmes sociaux, est une impasse, non seulement parce qu'elle divise, mais parce qu'elle tourne le dos aux valeurs républicaines. Comment rendre le peuple acteur de son propre devenir ? Pour agir dans l'intérêt général, il nous faut retrouver des marges de manœuvre au niveau national comme au niveau européen. Mais il faut aussi mesurer que l'éclatement des cadres collectifs et le délitement de l'esprit républicain amènent les individus à s'identifier à des communautés aussi diverses que variées : le communautarisme est répandu à gauche comme à droite. La situation de « victime » est un des moteurs de l'action individuelle, fût-ce pour des causes parfaitement défendables, mais elle conduit aux recours juridictionnels plus qu'à l'action. Il est nécessaire de contenir par la laïcité et par le civisme républicain les communautarismes de toutes sortes, qui sont aujourd'hui flattés par la gauche et par la droite « branchées ». Pour lutter contre l'hyper individualisme libéral et les diverses formes de communautarismes qui l'accompagnent, il y a un remède : relever les valeurs républicaines, et particulièrement la laïcité.

### **3. L'ÉTAT RÉPUBLICAIN EST LE GARANT DE L'ÉGALITÉ DES CITOYENS**

La République décentralisée n'est pas une juxtaposition de territoires « féodaux » ; elle reste une et indivisible. Le rôle de l'État républicain porteur de l'intérêt général doit être rappelé dans un contexte d'effritement de la notion de territoire national. En France, l'État républicain doit être en mesure de garantir la cohésion institutionnelle et sociale à chaque niveau d'administration du territoire, plus particulièrement en période de crise. Il convient de stopper le démantèlement des services de l'État dont les compétences et les capacités se sont réduites considérablement ces cinq dernières années avec l'application de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). La mise en œuvre de politiques publiques comme l'emploi ou l'aménagement du territoire, si elles doivent être coordonnées au niveau régional, comme au niveau national, s'inscrivent aussi dans le cadre de « bassins de vie » souvent infra-départementaux. Plus généralement, les services publics doivent être maintenus car ils assurent la continuité territoriale, jusque dans les espaces ruraux aujourd'hui abandonnés (notamment victimes de la désertification médicale).

### **4. L'INDUSTRIE EST LA BASE DE NOTRE RICHESSE COLLECTIVE**

Pour sortir de la crise et du chômage de masse, il est illusoire de penser que c'est par le seul développement des services et sans aucune base productive qu'on y parviendra. Notre pays ne renouera avec la prospérité que par une politique économique et industrielle cohérente visant à rendre son attractivité au « site de production France ». Il n'y a aucune raison que l'Allemagne excelle et que la France périclite. Un pays sans industrie est un pays qui s'appauvrit et cesse de peser. Le discours environnementaliste se satisfait parfois d'un recul de l'activité industrielle, certains allant jusqu'à théoriser la décroissance. A l'inverse, nous plaçons pour une politique qui recherche les voies de la compétitivité de notre industrie, qui tient au coût relatif du travail, aux structures des entreprises, à l'organisation de la sous-traitance, à la recherche et à l'innovation, à la formation et la qualification des salariés, à l'indépendance, au bas coût de l'énergie, et enfin à la participation des représentants des salariés à la stratégie des entreprises. Cela doit aussi nous conduire à élargir la base des prélèvements sociaux pour qu'ils pèsent moins sur le travail et à faire baisser le taux de la monnaie, aujourd'hui surévaluée.

### **5. NOTRE PAYS A BESOIN DE RECHERCHE, C'EST-À-DIRE DE SCIENCE ET DE RATIONALITÉ**

Nous ne sommes pas des partisans du principe de précaution, qui n'est pas un principe scientifique. Les questions relatives au développement énergétique, ou à la nutrition, ou à la nécessaire protection de l'environnement ne doivent pas être traitées frileusement. Ces questions doivent être passées au crible du doute méthodique. C'est par la recherche et l'innovation que les déséquilibres nés des excès de l'économie mondialisée et financiarisée seront contenus et pourront être dépassés. Enjeu majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle, la question de l'énergie doit satisfaire aux exigences d'indépendance, d'efficacité et d'accès pour tous. A ce titre, l'énergie nucléaire reste pour la France un atout majeur non seulement parce qu'elle favorise la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi parce qu'elle permet de fournir une électricité à bon marché (aujourd'hui l'une des moins chères d'Europe).

## 6. L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE EST LE SOCLE DE LA FRANCE DE DEMAIN

C'est l'instruction, la transmission de savoirs, qui est la mission fondamentale de l'école. L'école ne doit pas se construire sur l'idée d'un enfant construisant lui-même ses savoirs, mais autour de l'acquisition méthodique par l'élève, sous l'autorité de maîtres compétents, des principaux savoirs de base. La République a besoin de citoyens éclairés : l'école est le lieu par excellence de la formation du citoyen. Elle est une institution de la République. Il revient à cette institution de définir les programmes et les objectifs et d'éclairer sur les meilleures méthodes.

Bien entendu, le projet du MRC ne se limite pas à ces piliers porteurs. Il est rappelé que le MRC a en 2010 adopté un programme de salut public qui est encore, dans de nombreux domaines, d'actualité. Il est de notre responsabilité d'être davantage présents dans les débats économiques et sociaux. Il nous faut être à la fois offensifs et efficaces dans l'affirmation de nos propositions et de nos refus lorsque l'essentiel est en jeu.

## LA GAUCHE A BESOIN D'UNE REFONDATION RÉPUBLICAINE

Nous devons mesurer la portée et les limites de l'actuelle équation politique. L'élection de François Hollande peut permettre des avancées décisives. Nous nous situons dans une perspective qui est la seule qui doit nous déterminer : faire réussir la France. C'est à cette aune là seule que nous devons mesurer nos soutiens et le cas échéant, nos critiques, mais toujours avec l'objectif de servir le pays.

Il y a des républicains et des libéraux (ou des différentialistes) dans toutes les familles de la gauche : c'est aussi le cas au PS bien sûr, mais également au Front de gauche. Notre tâche est de nouer des liens avec tous les républicains et de faire mûrir les prises de conscience.

La gauche n'a plus de ligne directrice. Les mythes de la gauche – communiste et social-démocrate – se sont effondrés de pair. Les organisations demeurent, avec des militants et des responsables sincères mais souvent déboussolés. La gauche doit se mettre au niveau. C'est le sens de la conversion républicaine que nous lui proposons (par opposition à la conversion libérale).

La social-démocratie se débat difficilement dans une situation historique où il n'y a plus rien à distribuer, parce que les marchés financiers dictent leur loi aux États et que la croissance a disparu. Or, si elle a réfléchi à la distribution, la social-démocratie a insuffisamment pensé les conditions de la production et la lutte contre le capitalisme financier. Partout en Europe, elle régresse durablement. Les difficultés actuelles de la social-démocratie allemande en sont le signe. Cela ne lui interdit pas quelques victoires ponctuelles. Le parti socialiste français est par ailleurs traversé de courants divers, que l'exercice du pouvoir devrait permettre de dépasser en une nouvelle synthèse républicaine.

L'idéologie communiste s'est dissoute avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. Le discours du PCF, en l'absence de débouché politique clair, est devenu largement incantatoire, se limitant à la défense, souvent louable mais essentiellement protestataire, des intérêts des « gens » qu'il oublie parfois de présenter comme des travailleurs. Il décline de plus en plus un discours sur les droits de l'homme oubliant ceux du citoyen, faute d'assumer aussi sa propre histoire. L'effondrement de sa base électorale est préoccupant. Son insertion en France



dans le Front de gauche et son alliance municipale de fait avec le PS entrent en contradiction. Nous devons cependant maintenir un dialogue ouvert, à condition bien entendu que le parti communiste ne se dérobe pas devant le débat de fond, en cherchant à anathémiser le discours républicain.

L'écologie politique est devenue l'expression dominante des couches moyennes supérieures qui ont une activité tertiaire. Cette idéologie souvent a-républicaine et opportuniste a connu des succès relatifs aux élections régionales et européennes (scrutins peu clivants, où le taux d'abstention est de plus en plus élevé), mais ne s'est jamais vraiment affirmée comme une force politique nationale dotée de positions politiques claires, sauf dans le refus viscéral de l'électricité d'origine nucléaire et, parfois de toute forme d'aménagement structuré du territoire qui dépasserait la seule conservation de la Nature idolâtrée par rapport à l'Homme dont le génie créateur est systématiquement dévalorisé.

Le trotskisme, qui s'est construit contre le communisme d'État et qui a connu quelques poussées électorales éphémères, est malade d'une vision exclusivement protestataire de l'action politique, qui n'échappe pas toujours au communautarisme et ne se pose plus la question de la prise du pouvoir.

C'est donc à un vide idéologique que doit faire face la gauche française, alors même que la droite semble avoir définitivement rompu les amarres avec le gaullisme et que l'extrême droite essaie – hélas avec succès actuellement – de s'inscrire dans le paysage politique en profitant de la crise sur les décombres de la classe ouvrière. C'est aussi l'envers de la trahison de la plupart de ses élites politiques, médiatiques et économiques, qui ont perdu le sens de la patrie. Nous continuons de penser, avec Jaurès, que la République sociale que nous appelons de nos vœux, suppose d'organiser « les noces de la classe ouvrière et de la Nation ».

Pour réussir, la gauche doit d'abord se ressourcer dans sa meilleure tradition, qui est en France l'exigence républicaine. Nous le rappelions récemment lors de l'Université d'été de Belfort en septembre 2012 : « Cette exigence est particulièrement actuelle dans une époque dominée par l'Argent roi, celle du capitalisme financier à son apogée, où les marchés financiers rançonnent les États et où le Capital met les territoires en concurrence, en n'hésitant pas à coup de plans sociaux, à délocaliser la production au nom d'intérêts purement financiers. Actuelle est la République, face au déchainement des intérêts particuliers et des corporatismes, à l'explosion de l'individualisme et des inégalités, et à la fragmentation de l'espace public au profit de revendications identitaires et communautaristes qui obscurcissent l'idée même d'un intérêt commun à tous les citoyens. »

Nous devons faire un bon usage de l'accord PS-MRC de 2012 qui préserve entièrement notre identité politique. Son contenu, qui identifie nos convergences, mais aussi quelques divergences importantes, doit nous conduire à une utilisation intelligente des termes de cet accord. Nous ne devons pas nous situer dans une opposition de gauche systématique qui chercherait à affaiblir le gouvernement. Mais il est utile de saisir toutes les occasions de mettre en évidence nos priorités politiques, que ce soit en soutenant clairement les décisions gouvernementales qui vont dans le bon sens ou en faisant entendre notre différence chaque fois que cela s'avère nécessaire pour faire avancer la conscience.

A cet égard, le vote de nos quatre parlementaires contre la ratification du TSCG et la loi organique qui inscrit ce traité dans notre droit national, s'inscrit clairement dans ce qui est présenté comme une des positions communes dans cet accord : « Le prochain traité européen est inacceptable, il provoquerait une austérité et une récession généralisée, et doit être renégocié : rachat des dettes publiques par la BCE qui doit soutenir la croissance, grand plan d'investissement financé par un

emprunt européen, relance salariale, politique de change assurant un euro compétitif ». Mais il peut aussi se référer à l'un des points de désaccords reconnus par l'accord : « Le MRC rappelle son opposition au traité de Maastricht, propose la révision des statuts de la BCE afin que l'objectif de croissance soit intégré dans ses missions et qu'il soit mis fin à la politique de l'euro cher. De plus, la souveraineté budgétaire ne saurait en aucun cas être soustraite au contrôle des Parlements nationaux, et la monnaie devra être conforme à nos intérêts ». Il nous revient de faire un usage politique de cet accord qui permette de faire les choix que nous jugerons opportuns. La tâche du MRC est d'être la boussole républicaine de la majorité que nous voulons aider à réussir. Là est notre objectif central.

La forme politique que prendra la refondation républicaine de la gauche ne peut à ce stade pas encore être précisée. Mais si nous observons des limites sérieuses à court terme, il existe des possibilités à moyen terme, dès lors que le débat politique sera conduit sérieusement, sans opposition facile et sans approbation mécanique.

C'est par notre présence dans le débat politique à gauche que nous pourrons aider le plus efficacement la gauche de gouvernement à faire face aux difficultés de l'heure. La gauche comme force de gouvernement rencontre les limites de cette seule perspective, même si elle est nécessaire : faire de la politique, c'est agir sur le réel. Nous avons choisi, en soutenant « les yeux ouverts » François Hollande, d'être dans la majorité et d'en être l'aiguillon républicain. Cela signifie que, les yeux ouverts, nous travaillons dans la majorité présidentielle, à sa réussite. Car il s'agit de la réussite et de l'avenir de la France. Nous savons que la réussite ou non du quinquennat passera par des changements que nous devons faire émerger en pesant dans le débat public.

« Donner du temps à François Hollande », comme nous l'affirmions à notre Université d'été, ne signifie pas que nous ne sommes pas conscients des choix politiques décisifs auxquels le gouvernement devra procéder rapidement si les mots d'ordre de la campagne doivent avoir un sens. A titre d'exemple, il convient que nous appuyions la proposition formulée par le candidat François Hollande consistant à organiser la séparation des activités bancaires. Face à la montée du risque systémique, la déconnexion des banques de dépôt et des banques d'affaires est une étape essentielle pour assainir la finance mondialisée. La responsabilité monétaire, élément fondamental de l'ordre public, doit être dissociée des responsabilités économiques, et en particulier des activités de marché. A contrario, le projet de supervision bancaire unifiée par la BCE, elle-même soustraite à tout contrôle démocratique, ne permettra pas d'encadrer les activités spéculatives.

Notre solidité politique consiste à être conséquents avec nous-mêmes en portant l'accord politique que nous avons passé. Dans l'immédiat, le MRC doit prendre la mesure de ses responsabilités pour aider la gauche à réussir, au service de la France. Comme le général De Gaulle avait su s'adapter hier face à l'évolution du problème algérien, François Hollande est confronté à des résistances aussi puissantes, parce qu'elles s'enracinent dans des croyances anciennes, sur la question européenne notamment. Mais les événements ne manqueront pas selon nous de fragiliser les certitudes des plus européistes. Le MRC doit avoir suffisamment confiance dans ses propres analyses pour exercer son influence et peser. A plus long terme, la mobilisation de nouvelles générations de républicains sera la condition essentielle pour assurer la continuité de ce combat.



# LE MRC, POUR QUOI FAIRE ?

Nous devons apprécier précisément les possibilités et les limites d'un mouvement comme le nôtre. Il nous appartient de concevoir et de mettre en œuvre comme souvent en politique, une « action du faible au fort ». Cela passe simultanément par une stratégie d'influence – en nous en donnant les moyens – et par une stratégie d'affirmation – en faisant un bon usage de la force de nos idées. La poursuite et l'aggravation de la crise, la dégradation de la situation politique et la volonté de gagner en 2017, peuvent permettre les révisions et les réorientations nécessaires.

Une réalité doit retenir notre attention : créé il y a 20 ans, notre parti doit continuer à inscrire sa stratégie dans la durée. Il nous appartient de développer le MRC en prenant une part plus active dans ce développement.

## 1. PARTICIPER AU MOUVEMENT DES IDÉES : QUELS MOYENS POUR LES FAIRE CONNAÎTRE ?

Nous ne devons pas seulement avoir une stratégie de communication, mais surtout une stratégie de diffusion de nos idées et d'échange sur nos propositions. Qui visons-nous, sur quels sujets, et donc comment atteindre les publics que nous recherchons à convaincre ou à faire réagir à nos propositions politiques : c'est à ces questions que nous devons répondre, puis ne pas oublier de mettre en œuvre ces réponses.

## 2. ÊTRE PRÉSENTS DANS LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE : QUELS RÉSEAUX, QUELLES PRIORITÉS CHOISIR ?

La question fondamentale est celle de l'euro. Après le rapport Gallois, il y aura lieu de rendre effectives les orientations qui devront toucher aussi bien la monnaie que la politique industrielle, les politiques du travail et de l'emploi comme l'aménagement du territoire ou les services publics. L'exigence de compétitivité de nos entreprises à l'exportation implique la mobilisation des partenaires sociaux sur la sortie de la crise. Cela rend nécessaire un dialogue étroit avec les forces organisées représentatives sur le terrain industriel et sur le terrain social.

## 3. AVOIR UNE AUDIENCE INTERNATIONALE : QUELS AXES PRIORITAIRES À NOTRE PORTÉE RETENIR ?

Nous sommes des défenseurs de la charte de l'ONU, qui est fondée sur la souveraineté des États. Nous sommes donc en principe contre les interventions militaires fondées sur le pseudo droit d'ingérence. Une action de politique étrangère est à mettre en place, qui couvre les relations internationales dans leurs dimensions politique et économique, ainsi que la défense nationale.

## 4. ÊTRE ACTIFS AU PARLEMENT : COMMENT LE RENDRE VISIBLE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE ?

L'activité de nos parlementaires ne peut pas être connue indépendamment de notre propre notoriété. C'est à une articulation entre l'activité du mouvement et celle de ses élus que nous devons travailler.

## 5. ELARGIR LE CHAMP DE NOS INTERVENTIONS : DANS QUELLES DIRECTIONS LE FAIRE ?

La santé et la protection sociale sont des sujets sur lesquels nous avons commencé à travailler. Il ne fait cependant pas partie de nos identifiants actuels. Nous pourrions en faire un champ d'intervention important. Il est d'autant plus d'actualité que des changements auront nécessairement lieu dans ce domaine (cotisations/contributions, dépenses de maladie, avenir des retraites, etc.) et que la protection sociale n'est pas sans rapport avec la compétitivité des économies et donc les échanges.

## 6. PROMOUVOIR ET FORMER DE NOUVELLES GÉNÉRATIONS DE MILITANTS : Y METTRE D'AVANTAGE DE MOYENS ?

Cet effort a déjà été entrepris : il nous faut le démultiplier. Un mouvement politique exige des militants formés, qui ne récitent pas un programme inchangé, mais qui sont capables de penser par eux-mêmes et collectivement la politique. Un parti politique doit aussi assurer le renouvellement et la promotion de nouvelles générations de militants. La création du comité des jeunes et le rayonnement qu'il exerce seront poursuivis et soutenus.

## 7. FAIRE CONNAÎTRE NOS IDÉES DANS LES PARTIS DE GAUCHE : QUELLE STRATÉGIE ADOPTER ?

Il nous appartient de faire levier pour que nos idées et nos propositions ne restent pas seulement les nôtres, mais soient discutées et partagées par d'autres dans le champ politique. Nous avons à nous organiser en ce sens.

## 8. PRÉPARER LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES À VENIR

Le MRC devra se mettre en ordre de bataille pour préparer les échéances futures. Elections municipales, européennes, cantonales, régionales et sénatoriales auront lieu en 2014 et 2015. Il convient d'ici là de mobiliser les militants et d'anticiper notre préparation pour être en mesure de décider librement, le moment venu, des modalités de notre participation à ces scrutins. Le travail que nous serons collectivement capables de réaliser pour préparer ces échéances est la seule condition essentielle du plein exercice de notre liberté.

**Le Mouvement Républicain et Citoyen est engagé dans un objectif de longue haleine, dans un contexte tourmenté : il s'agit de rechercher les voies du redressement de notre pays. Cela exige de notre part de la rigueur, de l'échange, et une capacité à comprendre les événements pour les orienter et les infléchir.**

**Notre boussole est la République. Notre rôle ne consiste pas à réciter un bréviaire républicain mais de faire avancer par la pertinence de nos analyses la conscience de la gauche et du pays tout entier. Tâche exigeante. Mais c'est seulement si nous nous en montrons capables que nous pourrions être nous-mêmes la « boussole républicaine » de la gauche et de la France.**

# 6<sup>ème</sup> CONGRÈS - INFORMATIONS PRATIQUES

## ADRESSE

Au Tapis Rouge  
67 rue du Faubourg Saint Martin  
75010 Paris  
(face à la mairie)

## PROGRAMME DES TRAVAUX

### Samedi 15 décembre 2012

9h	9h30	10h	10h30	12h30	14h45	16h30	19h	20h
Accueil des délégués et remise des mandats	Ouverture du congrès  Mise en place du bureau du congrès et de la commission des résolutions	Rapport d'activité  Rapport financier	Présentation du projet de motion d'orientation  Ouverture du débat général sur le projet de motion	Déjeuner	Reprise du débat général	Pause	Fin des travaux	Banquet

### Dimanche 16 décembre 2012

9h	9h15	10h	10h30	10h45	11h30
Ouverture	Rapport de la commission des résolutions  Vote sur les rapports d'activités et financier  Vote de la motion d'orientation	Election du président et du secrétariat national	Accueil et présentation des invités	Interventions  Annonce des résultats des votes	Discours de clôture

Visitez le blog de Jean-Pierre Chevènement et celui de Jean-Luc Laurent



Le blog de Jean-Pierre Chevènement

Sénateur du Territoire de Belfort, président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) et président de la Fondation Res Publica

[www.chevenement.fr](http://www.chevenement.fr)



jeanlucaurent.fr  
le site



Jean-Luc Laurent  
maire du Kremlin-Bicêtre  
député du Val-de-Marne  
Président du Mouvement Républicain et Citoyen

[www.jeanlucaurent.fr](http://www.jeanlucaurent.fr)



# 6<sup>ème</sup> CONGRÈS - INFORMATIONS PRATIQUES

## MODALITÉS DE PARTICIPATION

- Avant le congrès, dans vos départements, des réunions pour débattre, proposer des amendements et voter sur la motion d'orientation. Les adhérents désignent leurs délégués.
- Tous les adhérents peuvent assister en auditeur aux travaux du congrès national.
- Les 15 et 16 décembre prochains à Paris, le congrès national rassemblera l'ensemble des délégués des départements et tous les adhérents auditeurs qui souhaitent y participer.
- **Compte tenu des charges que peut représenter un déplacement de deux jours à Paris pour bon nombre d'entre vous, nous avons exceptionnellement décidé qu'il n'y aurait pas de frais d'inscription au congrès, seule une participation de 25 € vous sera demandée pour le banquet.**
- **Nous vous invitons tout de même à vous inscrire dès à présent** que vous soyez délégué ou auditeur (bulletin ci-dessous à retourner avant le 5 décembre).
- Vous pouvez obtenir les informations et renseignements utiles en vous adressant au siège national du MRC à : [contact@mrc-france.org](mailto:contact@mrc-france.org) ou en appelant au 01 55 78 05 40.

L'ensemble des documents et informations relatifs au congrès sont disponibles sur le site internet du MRC :



**MRC**

Mouvement Républicain et Citoyen

Connectez-vous régulièrement sur le site du MRC : <http://www.mrc-france.org/>

## BULLETIN D'INSCRIPTION

Je m'inscris au 6<sup>ème</sup> congrès national du MRC des 15 et 16 décembre 2012  
qui se tiendra au Tapis Rouge 67 rue du Faubourg Saint Martin, 75010 PARIS

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

**Participation au banquet : 25 € par personne**

Merci de retourner ce bulletin accompagné  
de votre règlement par chèque à l'ordre de MRC

**BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS**

# 6<sup>ème</sup> CONGRÈS - INFORMATIONS PRATIQUES

**SE RENDRE AU TAPIS ROUGE**  
**67 RUE DU FAUBOURG SAINT MARTIN**  
**75010 PARIS**

## Méto

Gare de l'Est, Château d'Eau, Jacques Bonsergent, République, Strasbourg St Denis

## R.E.R

Gare du Nord (ligne B) Les Halles (ligne A)

## Bus

Lignes n°38, 39 & 47

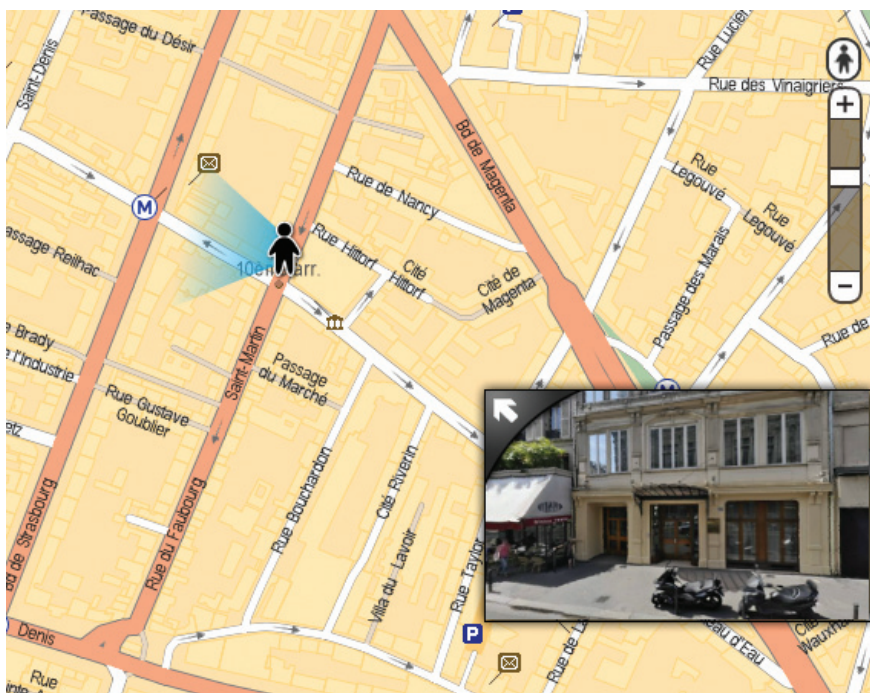
## SE GARER

Parkings publics

Gare de l'Est, Saint-Laurent, Magenta

## HÉBERGEMENT

A proximité immédiate vous trouverez des hôtels de 2 à 4 \*\*\*\*



La façade du Tapis Rouge et le plan d'accès



## LE MRC A BESOIN DE VOUS MAINTENANT

*Adhérer au MRC, c'est rester libre !*

Département \_\_\_\_\_ Comité local (éventuellement) \_\_\_\_\_

Participation au comité national jeunes

Je soussigné(e) NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Lieu professionnel \_\_\_\_\_

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail) \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Portable \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

Mandat(s) électif(s) éventuel(s) \_\_\_\_\_

Souhaite  adhérer au MRC  renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de \_\_\_\_\_ €, à l'ordre de AFMRC

*La cotisation nationale 2012 est de 55 € minimum + cotisation libre selon revenus.*

*Un reçu fiscal sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de la cotisation.*

*Pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants de moins de 25 ans, la cotisation est de 25 €.*

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

**BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS**

# 9 & 16 DÉCEMBRE 2012, LÉGISLATIVE PARTIELLE JULIEN LANDFRIED REPART EN CAMPAGNE !

## SÉISME POLITIQUE DANS LES HAUTS-DE-SEINE !

**Après les élections législatives de juin dernier, Julien Landfried dépose un recours contre l'élection de Patrick Devedjian et obtient gain de cause ! Rappel des faits...**



En juin dernier, Marie-Noëlle Lienemann était venue soutenir Julien Landfried et ses volontaires

**20 juin** - Julien Landfried dépose, auprès du Conseil Constitutionnel, un recours en annulation de l'élection de Patrick Devedjian (UMP) en tant que député de la 13<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Sceaux). En effet, ce dernier a délibérément enfreint le code électoral (article LO-134) en choisissant comme suppléant une personnalité très implantée localement : Georges Siffredi, Maire de Châtenay-Malabry et Président de la Communauté d'agglomérations. Malheureusement, Georges Siffredi est déjà remplaçant sur une liste sénatoriale ce qui est interdit par la loi. Et pour cause, le suppléant d'un député ou d'un sénateur doit être capable de le remplacer au pied levé en cas de décès de maladie ou d'empêchement.

**18 octobre** - Le Conseil constitutionnel annule l'élection de Patrick Devedjian. Dès l'annonce de la décision, la presse (BFMTV, HuffingtonPost, FranceInfo, MediaPart, Métro, France3, Public Sénat, L'Express...) assaille Julien Landfried de questions. Il déclare notamment « *Je me félicite de cette décision du Conseil Constitutionnel. Mais je tiens à souligner que ce n'est pas une victoire de Julien Landfried contre Patrick Devedjian. Ce n'est pas une victoire du PS contre l'UMP dans les Hauts-de-Seine. C'est la victoire du droit contre ceux qui préfèrent les petits arrangements entre amis au respect de la loi. C'est la victoire de la légalité républicaine contre l'illégalité. (...) Toute la gauche est unie derrière moi. Nous allons faire une campagne de terrain. Nous allons frapper à toutes les portes. Les Hauts-de-Seine ont besoin d'un nouveau député. D'un député républicain et respectueux des lois. Je serai ce député.* »

**27 octobre** - Les dates de l'élection partielle sont publiées, ce sera les **9 et 16 décembre 2012**. Forte de cette première victoire, la 13<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine est en campagne !

## LES SOUTIENS NE SE SONT PAS FAITS ATTENDRE

Outre les militants MRC, PS, PRG qui labourent déjà le terrain, Julien Landfried a fort naturellement reçu le soutien du MRC au travers d'un communiqué de presse de Jean-Luc Laurent, celui du Parti Socialiste et du Parti Radical de Gauche. A l'heure où ses lignes sont écrites, les discussions sont en cours avec Europe-Ecologie Les Verts.

## APPEL AUX MILITANTS DU MRC

Nous devons tous nous mobiliser pour aider Julien Landfried à battre Patrick Devedjian et à devenir le quatrième député du MRC. Ceux de la région parisienne peuvent s'inscrire aux sessions de porte-à-porte : [landfried2012.fr/volontaires/](http://landfried2012.fr/volontaires/).

Pour ceux qui habitent en province ou qui ne peuvent pas se déplacer, il est possible de faire la campagne par téléphone. Pour cela, il faut s'inscrire sur : [landfried2012.fr/phoning/](http://landfried2012.fr/phoning/).

Pour les militants inscrits : des sessions de formation sont prévues dans les jours qui viennent, les informations pour participer à la campagne seront diffusées chaque fois que nécessaire.

Enfin, une campagne coûte cher et les soutiens financiers sont les bienvenus. Il est possible de faire un don en ligne : [landfried2012.fr/dons](http://landfried2012.fr/dons).

Evidemment, n'oubliez pas les incontournables réseaux sociaux facebook : [facebook.com/julienlandfried](https://www.facebook.com/julienlandfried) ainsi que Twitter : [@landfried](https://twitter.com/landfried) et [#circo9213](https://twitter.com/circo9213).